

Le Gouvernement se préoccupe de son triple A

Soumis aux intérêts des marchés financiers, du grand patronat et des banques, le Gouvernement assène plans d'austérités et mesures de rigueur. Il fait ainsi payer à la population, dont il est pourtant censé être au service, les dettes dont elle n'est pas responsable.

Il s'attaque à nos salaires, à la protection sociale et aux services publics. Il pointe du doigt les fraudeurs et les étrangers, au lieu des vrais responsables : la caste de privilégiés qui ne pensent qu'à augmenter leurs profits.

Tout ceci est non seulement injuste, mais nous mène aussi droit à la catastrophe en entretenant la récession économique et en détruisant les quelques dispositifs qui pouvaient encore nous en protéger.

C'est la même logique d'austérité dans tous les pays de l'union européenne, qu'ils soient de droite ou de gauche. Et comme la crise s'aggrave, les sacrifices demandés vont continuer à s'aggraver aussi. Chaque recul qui nous est imposé les encourage à taper plus fort et plus vite.

Une information plus précise sur la crise, la dette, l'austérité... vous est proposée dans un 4 pages de Solidaires intitulé "Austérité, dette, ce n'est pas à nous de payer !", étant en rupture de stock ce tract version papier n'est pour l'instant distribué que dans certains services, vous pouvez cependant le consulter sur notre site internet.

... et le Département de ses A+

Soumis à la logique gestionnaire et à celle du management qui doit la servir, le Département se préoccupe avant tout d'être aux petits soins pour ses cadres encadrants. Ne devrait-il pas plutôt veiller à bâtir une organisation du travail fondée sur le service public et le respect de tous ses agents ?

Notre propos n'est pas de s'en prendre aux cadres, sinon à ceux qui n'éprouvent aucun remords à suivre le modèle managérial en place, mais avant tout de dénoncer ce modèle et ses conséquences.

Des conséquences sur le travail :

- des créations de poste de cadre alors qu'il y a des besoins criant dans les équipes pour pallier la surcharge de travail au quotidien,
- des cadres de plus en plus recrutés sur un profil de manager, sans être des techniciens de métier qui pourraient être un soutien aux équipes,
- des logiques de budget et de projet qui s'imposent d'en haut, sans s'appuyer sur les compétences des collègues ou sur les besoins réels en service public.

Des conséquences sur le régime indemnitaire (RI) : le Département vient d'annoncer aux organisations syndicales qu'il a de "petites marges de manœuvre" sur son prochain budget. Il propose deux mesures sur le RI qui bénéficient en majeure partie aux cadres A+ :

- une réévaluation du RI pour certains grades de catégorie A : de 50 à 178 euros de plus par mois
- la mise en place de salaires planchers, qui bien que s'appliquant à toutes les catégories, bénéficierait plus aux cadres A étant donné les seuils retenus : 32 A concernés contre 8 C...

Ces mesures s'appliqueraient en découpant la catégorie A selon les responsabilités, c'est à dire selon le principe de cotation propre à la collectivité, qui n'existe pas dans le statut, principe auquel SUD s'est toujours opposé.

Il s'agit clairement de **primes au management** qui :

- creusent l'écart entre les encadrants et les autres cadres,
- font fi du statut où la reconnaissance des fonctions et responsabilités est définie par le déroulement de carrière et les attributions de NBI,
- laissent de côté les catégories qui subissent actuellement une plus importante dégradation de leur pouvoir d'achat : les B et mais surtout les C. Rappelons qu'une carrière entière de C équivaut à environ trois échelons de catégorie A...

SUD Départementaux 35 ne peut accepter une revalorisation uniquement pour les managers !



